



Organisation des Nations Unies

## COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 16 AU 23 AOÛT 2017

### Activités des composantes de la MONUSCO

**Du 23 au 31 août 2017, la MONUSCO appuie la tenue à Kasindi, localité située à 90 km de la ville de Beni, d'une audience foraine du Tribunal militaire de garnison Beni-Butembo.**

Au total, 15 dossiers portant sur des cas de violences sexuelles commis en période de conflit par des éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et de la Police nationale congolaise (PNC) seront jugés au cours de cette audience.

Il s'agit de rapprocher la justice des justiciables. Par ailleurs, cette audience répond à une double priorité de la MONUSCO à savoir la restauration de l'autorité de l'Etat et la lutte contre l'impunité.

### **Droits de l'homme :**

**Une quarantaine d'officiers subalternes et supérieurs des FARDC, venus des territoires de Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et de la ville de Goma ont été formés pendant deux jours par le Bureau conjoint des Nations-Unies aux droits de l'Homme (BCNUDH).**

Ces officiers des forces navales et aériennes opèrent dans le cadre de l'opération Sukola 2 de la 34<sup>e</sup> Région militaire. Ils ont été formés sur les crimes graves tels que les crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Deux officiers supérieurs des FARDC ont expliqué aux autres officiers les responsabilités hiérarchiques des commandants de troupes dans la prévention de ces crimes et pourquoi ces derniers sont appelés à répondre devant les juridictions pénales lorsque les hommes de rang sont mis en cause.

La question des violences sexuelles et des violences basées sur le genre était aussi au centre des échanges. Ils ont aussi rappelé à ces officiers, l'essentiel des instruments nationaux et internationaux en matière de droits de l'homme afin qu'ils sensibilisent leurs unités respectives. L'objectif de cet atelier est de réduire le nombre des crimes commis par certains hommes de rang dans la province du Nord-Kivu.

### **Protection de l'enfant :**

**Au cours de la semaine du 14 au 18 août 2017, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté 163 incidents impliquant 144 garçons et 18 filles victimes d'une ou plusieurs violations graves de leurs droits fondamentaux dans le contexte d'un conflit armé qui secoue les régions du Kasai et de l'est de la République démocratique du Congo (RDC).**

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Le type de violations des droits de l'enfant le plus documenté lors de la période considérée est le recrutement et l'utilisation d'enfants comme combattants, cuisiniers, concubines, etc. 140 enfants en ont été victimes dont plus de la moitié est âgé de moins de 15 ans. Ce qui constitue un crime de guerre au regard des instruments juridiques internationaux. En outre, la section Protection de l'enfant a enregistré des cas de meurtres et mutilations (17 enfants victimes dont une fille), viols et violences sexuelles (quatre filles victimes), enlèvement (un garçon victime) et attaque d'un centre de santé.

Sur l'ensemble des violations répertoriées, il est à noter que près de 96 % sont attribuables en grande partie à la milice Kamuina Nsapu suivi des groupes armés Mayi-Mayi Mazembe, Rahiya Mutomboki Kazimoto, Rahiya Mutomboki Kabazimya, CNDR, Mayi-Mayi Charles, Nyatura, Mayi-Mayi Kifuafua, APCLS, FDLR/ Foca et FRPI. 4 % des violations perpétrées contre les enfants ont été causées suite à la manipulation d'engins explosifs et lors d'échanges de tirs survenus au cours d'un affrontement armé entre les FARDC et le groupe armé Nyatura dans le Petit Nord.

Dans le Kasai Central, la section Protection de l'enfant a eu connaissance de violences survenues dans le courant de mai à juin 2017, causant la mort de plusieurs enfants associés à la milice Kamuina Nsapu. Au vu de ces allégations alarmantes, la section réitère sa demande aux parties en conflit d'agir dans le strict respect des dispositions émanant du droit international humanitaire et autres instruments juridiques et de faire preuve de retenue quant à l'usage de la force dans les affrontements qui les opposent. Cela contribuera à préserver la vie des enfants embarqués, dans le conflit. De même, la Section enjoint la milice à faire cesser tout recrutement et utilisation d'enfants et à libérer immédiatement les enfants de ses rangs.

De plus, des rapports parvenant à la section indiquent de nouvelles vagues de recrutement d'enfants par la milice dans certains groupements des environs de Kananga et Tshimbulu. Il y a des raisons de penser que ces nouveaux recrutements font suite à la réunion de plusieurs leaders du groupe insurrectionnel, tenue le 5 août 2017 à Sabanga, 55km au nord de Tshimbulu, territoire de Dibaya, Kasai Central. La Section Protection de l'enfant s'emploie à faire la vérification de ces assertions.

A Lubero et Butembo, la situation s'est avérée fortement instable, exposant ainsi les enfants à des risques importants pour leur sécurité et leur bien-être. Des groupes armés non identifiés continuent de commettre des crimes à l'encontre de la population, de recruter et de violer les droits des enfants. Le 15 août, un centre de santé dans le district de Butembo a été attaqué et son staff physiquement maltraité par des hommes armés non identifiés. Préoccupée par les graves répercussions sur le droit des enfants à la santé, la section Protection de l'enfant condamne fortement cette attaque contre le personnel et les infrastructures sanitaires. Aussi, encourage-t-elle la police à faire la lumière sur de tels agissements, à identifier et juger les coupables.

Dans le Sud-Kivu, la situation est relativement calme mais très imprévisible en raison des opérations militaires des FARDC à l'encontre du groupe armé Rahiya Mutomboki. En outre, la section invite instamment les parties en conflit à agir conformément aux droits fondamentaux des enfants, et partant, à s'abstenir de porter atteintes à leur intégrité physique.

Le 17 août 2017, à Kinshasa, la section Protection de l'enfant a contribué, aux côtés du BCNUDH, au renforcement des capacités des magistrats militaires et civils, dans la poursuite et la répression des crimes internationaux, des graves violations des droits de l'homme et des violences sexuelles utilisées comme arme de

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

guerre en période des conflits. Au cours de sa présentation, la section Protection de l'enfant a rappelé les textes nationaux et internationaux prohibant le recrutement et l'utilisation d'enfants par les forces et groupes armés.

De plus, la section a également présenté le projet financé par le gouvernement de la Belgique en vue d'appuyer les poursuites judiciaires contre les recruteurs d'enfants.

### **Police MONUSCO :**

**Dans le cadre du renforcement des capacités de la police nationale la cellule de formation de la police des Nations Unies à Lubumbashi a entamé le 22 août une séance de remise à niveau de 281 policiers venus de Kinshasa. Cette remise à niveau qui s'étalera sur deux semaines, se tient à l'École de la police de Kassapa.**

Cette nouvelle séance intervient après la formation de base dispensée à 333 élèves policiers de la province du Lualaba qui sont déployés à Kinshasa depuis le 21 août. L'ensemble des policiers sont formés au maniement des armes, aux règlements, à la discipline et aux droits de l'homme.

### **Activités de l'Equipe-pays :**

#### **Kasaï : des milliers de personnes souffrent de la violence, de maladies et de la malnutrition**

**La crise dans la région du Kasaï, qui a éclaté en août 2016, s'étend à huit des 26 provinces que compte la République démocratique du Congo. Un grand nombre de personnes ont fui leurs villages en raison du conflit. Elles ont tout perdu : habits, nourriture, argent. A ce jour, on enregistre 1,4 million de déplacés, dont 850 000 enfants, qui, en l'absence de structures formelles d'accueil, vivent dans des églises voire dans la brousse ou sont hébergés au sein de communautés qui sont déjà parmi les plus pauvres du pays.**

Les populations de cette région ont totalement raté deux saisons agricoles depuis le début de la crise et risquent de perdre la grande saison agricole 2017-2018. En outre, elles ont perdu leurs stocks de nourriture et de semences ainsi que leurs outils aratoires et leur bétail, y compris leurs titres de propriété, dans leur fuite ou dans les incendies de leurs villages.

En conséquence, la région compte environ 2,8 millions de personnes en situation de crise alimentaire et de moyens d'existence aiguë : 1,8 million de personnes en phase 3 (crise) et 1 million en phase 4 (urgence) selon le résultat du 15<sup>e</sup> cycle de l'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) publié le 14 août 2017.

De plus, avec un taux d'inflation dépassant 100 %, les denrées alimentaires deviennent inaccessibles pour une grande partie de la population. Ainsi, selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), plus de 500 000 personnes seront probablement prochainement confrontées à des pénuries alimentaires sévères.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Les enfants paient un lourd tribut à cette crise. Au moins 100 d'entre eux ont été tués de janvier à mars 2017 et plus de 500 cas d'enfants utilisés comme combattants ou boucliers humains par des milices ont été enregistrés. 5 000 enfants, qui ont été séparés de leurs familles, courent le risque majeur d'être recrutés par des milices et d'être victimes de violences ou d'abus. 600 cas de violence sexuelle ont été enregistrés depuis le début de la crise en août 2016.

Des enfants sont également privés de soins de santé, les rendant ainsi plus vulnérables aux maladies et à la mort. Un centre de santé sur quatre dans la région du Kasai ne fonctionne plus correctement depuis les destructions, les pillages et la fuite du personnel de santé.

Une autre conséquence grave de la violence qui sévit dans cette région est l'absence de scolarisation pour des milliers d'enfants. A cause de l'insécurité permanente, enfants et professeurs ne veulent ou ne peuvent pas retourner en classe.

### La réponse en cours :

Malgré le retard que connaît le financement du Plan de Réponse Humanitaire (d'un montant de 748 millions de dollars américains) ainsi que le plan d'urgence pour la région du Kasai (d'un montant de 64,5 millions USD), des activités de réponse se mettent progressivement en place, notamment à Tshikapa.

Les besoins sont énormes : manque de nourriture, d'abris adéquats, de soins de santé, d'eau potable et d'assainissement. En parallèle, il est important de garantir un accès sécurisé pour les personnels humanitaires qui font tout leur possible afin d'apporter une assistance aux personnes les plus vulnérables.

### Cultiver la terre avec la FAO :

**A Tshikapa, la FAO a déjà soutenu plus de 4 300 ménages, soit 26 000 personnes qui sont en majorité des femmes, avec la distribution d'outils aratoires (houes, râpeaux, arrosoirs) et de semences (tomates, amarantes, gombo, aubergines) afin de cultiver 200 hectares qui pourront produire au moins 500 tonnes de nourriture pour une valeur d'au moins 150 000 dollars américains. Les légumes de ce projet sont déjà disponibles sur les marchés.**

A Tshisimbi, Mukumbi, Miabi, Tshilundu, et Kabeya-Kamuanga, des semences et des boutures saines de manioc ont été distribuées tout comme des outils aratoires et 60 silos métalliques fabriqués localement. Deux marchés et quatre moulins ont été construits. L'élevage de lapins est encouragé. Au total, 4 752 ménages, soit environ 28 500 personnes, sont bénéficiaires de ce projet mis en œuvre conjointement avec Save the children. A Kabeya-Kamuanga, 2 200 ménages, soit environ 13 200 personnes, ont reçu des outils aratoires alors qu'à Kananga, des semences ont été distribuées à 2 812 ménages, soit environ 17 000 personnes, et des formations en maraîchage et cultures vivrières ont été organisées à Tshimbulu dans le territoire de Dibaya.

Les distributions de semences et les formations se poursuivent dans les provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental et Tanganyika au bénéfice de 10 000 ménages, soit environ 60 000 personnes.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Les défis restent immenses : Difficultés d'approvisionnement en semences vivrières, attente de l'aide humanitaire afin de préparer la grande saison culturale, attaque des insectes (chenilles ravageuses) sur les cultures, accès difficile à la terre spécialement pour les femmes malgré les actions des églises et autorités locales.

Pour répondre à l'insécurité alimentaire dans la région du Kasai, la FAO souhaite mobiliser au plus vite entre 2 et 3 millions de dollars USD.

### **Soutenir les enfants avec l'UNICEF :**

**Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) soutient les enfants sortis des milices et libérés de détention en leur fournissant des soins médicaux d'urgence et un soutien psychosocial. Ses partenaires ont mis en place des espaces d'accueil pour les enfants afin de les aider à surmonter leurs traumatismes et continuer leur scolarisation.**

L'UNICEF et ses partenaires ont également mis en œuvre un programme d'assistance en espèces, visant la mise à disposition d'argent liquide aux ménages (100 USD par ménage), pouvant être librement utilisé pour se reconstruire une vie. Grâce au Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), l'UNICEF atteint les zones les plus isolées. Ainsi, plus de 50 000 ménages vont recevoir des articles essentiels tels que des bâches, des tapis de sol et des ustensiles de cuisine.

L'UNICEF a également soutenu 3 600 enfants afin qu'ils puissent passer l'examen final d'école primaire en juin et juillet 2017. Des cours de soutien sont organisés et du matériel scolaire ainsi que des uniformes sont distribués pour leur permettre de poursuivre leur scolarisation.

Fin juillet, l'UNICEF avait pu apporter une assistance à près de 160 000 personnes en besoin humanitaire urgent dans le Grand Kasai.

L'UNICEF a estimé à 40,2 millions USD son plan de réponse à cette crise pour six mois. Fin juillet, 40 % des fonds nécessaires avaient été sécurisés.

### **Soigner avec l'OMS :**

**L'Organisation mondiale de la santé (OMS) offre des soins de santé primaires aux personnes affectées par la crise à travers l'Agence Adventiste d'Aide et de Développement (ADRA), Action et intervention pour le développement social (AIDES) et International Rescue Committee (IRC).**

Les activités d'approvisionnement en médicaments, de prise en charge des malades dans les structures de soins sélectionnées et de formations des prestataires de soins et relais communautaires sont en cours d'exécution, en dépit de quelques défis qui persistent en raison de l'insécurité et de l'augmentation excessive des bénéficiaires dans les zones d'intervention, entraînant des ruptures précoces des stocks des médicaments.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

### Nourrir avec le PAM :

**Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et son partenaire World Vision ont lancé mi-août une opération d'urgence pour fournir une assistance alimentaire à 42 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les provinces du Kasai et du Kasai Central. Cette assistance sera fournie aux personnes qui ont fui leurs villages en raison du conflit dans la région.**

Là où un accès sécurisé est possible, le PAM envisage d'apporter son assistance à 25 000 personnes déplacées dans le Kasai central et 17 000 personnes dans la province du Kasai.

Le PAM a toutefois urgemment besoin de 17,3 millions de dollars américains pour soutenir le développement des opérations d'assistance en faveur de 250 000 personnes vulnérables dans ces provinces de septembre à décembre 2017.

### Organiser la logistique :

**En plus des distributions de vivres, le PAM dirige le Cluster logistique qui fournit un soutien technique et logistique aux organisations humanitaires. Une plateforme logistique (transport et entreposage) est opérationnelle à Kananga et Tshikapa. Quelques intrants du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et du PAM ont été réceptionnés et stockés à Kananga.**

Par ailleurs, le Service humanitaire PAM/UNHAS a étendu ses services aériens dans cette région. UNHAS RDC vient de positionner un avion de type Caravane à Kananga de façon permanente afin d'offrir une plus grande mobilité aux acteurs humanitaires dans leurs actions salvatrices aux plus vulnérables de cette région.

Après avoir évalué et travaillé en étroite collaboration avec les communautés / autorités locales sur la réhabilitation des pistes d'atterrissage, UNHAS offre maintenant l'accès à sept pistes d'atterrissage dans le Kasai et Kasai Central, à savoir Luiza, Lusambo, Kamonia, Ilebo, Tshikapa, Kananga et Mbuji Mayi. Les pistes de Mweka, Kamako et Luebo seront desservies prochainement après des travaux de réhabilitation.

Cette augmentation substantielle des services aériens permet non seulement de faciliter le transport vers les zones difficiles d'accès mais aussi de faciliter les vols de connexion vers l'ouest et l'est du pays.

### OCHA : Apporter de l'aide aux survivants du glissement de terrain survenu à Tora (Province de l'Ituri)

**Dans la nuit du 15 au 16 août 2017, à l'issue de fortes pluies, la quasi intégralité du petit village de pêcheurs de Tora, territoire de Djugu, a été emportée dans un glissement de terrain. Faute de matériels adéquats, seuls 15 des quelque 150 corps ensevelis ont pu être dégagés.**

En outre, 280 enfants qui se trouvaient dans un village voisin au moment de la catastrophe sont désormais orphelins tandis que huit personnes grièvement blessées lors du glissement de terrain ont été transportées pour des soins au centre de santé de Tchomia, situé à quelque 45 kilomètres de Tora. Trois jours après la catastrophe, le Gouverneur de la Province de l'Ituri a ordonné la suspension des opérations de recherche et des secours puisque ni les autorités ni les acteurs humanitaires ne disposent de l'équipement nécessaire pour déblayer les gravats.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Concernant la réponse humanitaire, les acteurs insistent sur l'urgence d'apporter une aide aux survivants - surtout aux orphelins- qui ont principalement besoin de vêtements, couvertures, matelas, jerrycans, ustensiles de cuisine et denrées alimentaires. La communauté humanitaire est particulièrement inquiète des risques sanitaires liés à la décomposition des corps. Une mission conduite par les autorités de la province aux côtés de la MONUSCO et de l'UNICEF s'est rendue dans la zone sinistrée pour s'enquérir de la situation.

### **Inquiétante progression du choléra dans plusieurs provinces de la RDC :**

**Le 18 août dernier, les autorités provinciales du Sud-Kivu ont officiellement déclaré une épidémie de choléra dans cette province de l'est du pays où la maladie est endémique depuis plusieurs années. Depuis début 2017, près de 2 400 cas ont été signalés dans la province.**

Les acteurs de santé mettent tout en œuvre pour répondre à l'épidémie mais le principal défi demeure au niveau des activités de prévention. L'épidémie a été officiellement déclarée au Sud-Kivu quelques jours après l'annonce officielle de l'épidémie au Nord-Kivu. Dans la province du Tanganyika, le choléra devrait se propager dans les prochaines semaines principalement en raison de la fermeture des points de chloration dans les zones urbaines de deux zones de santé, du dysfonctionnement du système d'approvisionnement en eau potable par la Regideso et des mouvements de population en cours. Le manque d'acteurs et de moyens pour renforcer la prévention des cas constituent un autre obstacle à une réponse efficace.

Dans la province occidentale de Kwilu, 16 des quelque 100 personnes qui ont contracté la maladie sont décédées entre le 14 et le 18 août. Le Gouverneur du Kwilu a déploré que la province ne dispose pas de complexe hospitalier spécialisé dans le traitement du choléra. En RDC, en particulier dans les zones rurales, un ménage sur deux n'a pas accès à l'eau potable.

Depuis janvier, 21 068 cas de choléra, dont 501 décès, ont été enregistrés. Depuis quelques années, le choléra est devenu un problème majeur de santé publique dans le pays. 18 des 26 provinces de la RDC sont touchées, les provinces ayant notifié le plus de cas étant le Nord-Kivu, Sud-Kivu, Haut-Lomami, Tanganyika, Kongo-Central, Kwilu, Maniema et Mai-Ndombe.

### **Message de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, à l'occasion de la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition**

**Le 23 août marque la date anniversaire de l'insurrection en 1791 des hommes et des femmes mis en esclavage sur la partie occidentale de l'île de Saint-Domingue, qui reprendra à la proclamation de l'indépendance son nom amérindien d'origine : Haïti. Leur révolte porte une revendication universelle de liberté, qui dépasse toute les limites de temps et d'espace. Elle parle à l'humanité tout entière, sans distinction d'origine ou de religion, et résonne aujourd'hui avec une force intacte.**

Par la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition, l'UNESCO entend rappeler l'importance capitale de la transmission de l'histoire pour éclairer le combat contre toutes les formes d'oppression et de racisme aujourd'hui. Par l'onde de choc qu'elle a provoqué, la révolte de 1791 a déterminé

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukoki@un.org](mailto:lukoki@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

le cours des luttes de libération des peuples et les mouvements des droits humains et civiques depuis plus de 200 ans. Elle a cristallisé des enjeux, des concepts et des principes dont la connaissance est indispensable à la lutte actuelle contre l'esclavage moderne et le trafic d'êtres humains. Nous faisons le pari que cet enseignement peut entraîner les citoyens de demain sur le chemin de la paix et de la dignité.

En proclamant la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024), l'Assemblée générale des Nations Unies souhaite éradiquer les injustices sociales héritées de cette histoire et lutter contre le racisme et les discriminations raciales. La liberté des droits, conquise de haute lutte, doit se traduire en liberté réelle, par des politiques publiques qui garantissent le plein exercice de l'égalité économique, sociale et politique des personnes d'ascendance africaine et leur pleine et égale participation dans la société. La révolte de 1791, comme tant d'autres à travers le monde, nous indique la voie, mais le chemin est encore long.

Dans cet esprit, lors de sa dernière réunion, le Comité du patrimoine mondial a approuvé l'inscription de Mbanza Kongo, vestiges de la capitale de l'ancien Royaume du Kongo (Angola) et le site archéologique du quai de Valongo (Brésil), reconnaissant ainsi leur valeur universelle exceptionnelle. En 2015, le site archéologique du quai de Valongo avait été reconnu Site de mémoire associé à La Route de l'esclave : résistance, liberté, héritage. La reconnaissance de ce patrimoine est déterminante dans la sensibilisation du grand public, l'éducation des jeunes, ainsi que les processus de conciliation et de cohésion sociale.

Cet effort est l'effort éternel pour la pleine affirmation de la dignité humaine, et l'UNESCO y consacre toute la force de son mandat, par l'éducation, la culture, le partage de l'information, la recherche scientifique, qui aident à construire dans l'esprit de chacun les remparts au racisme et aux préjugés. L'enseignement de l'Histoire générale de l'Afrique et le programme de la Route de l'esclave en sont des exemples. L'ignorance est notre ennemie : elle sert d'alibi aux indifférents qui affirment « qu'on ne peut rien changer », et cautionne les mensonges de ceux qui prétendent « qu'ils ne savaient pas ». Chacun doit savoir l'ampleur du crime de la traite négrière, les millions de vie brisées et les conséquences sur le destin des continents jusqu'à nos jours. Chacun doit être pleinement informé des luttes qui ont permis son abolition, pour qu'ensemble nous construisions des sociétés plus justes, et donc plus libres.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04





## Organisation des Nations Unies

### Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine nous viennent du Nord-Kivu.

La Force de la MONUSCO poursuit ses opérations dans la province du Nord-Kivu. Elle reste en étroite coopération avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et maintient une forte pression sur les éléments négatifs, afin de mettre un terme à leur activisme et les neutraliser.

Des opérations militaires intensives, démarrées depuis la fermeture de quelques bases dans la province du Nord-Kivu, se poursuivent dans les territoires de **Walikale**, **Masisi** et **Rutshuru**, dans le but de maintenir une présence et de dissuader les groupes armés d'agir dans la zone.

Dans ce processus, trois bases ont été établies respectivement à **Buleusa** (Lubero) du 13 au 19 août 2017, à **Kabalo**, (Walikale) du 14 au 18 août 2017 et à **Kahumo** (5 km N Miriki) du 16 au 17 août 2017, pour protéger les populations contre l'activisme des groupes armés.

A partir de ces zones, des patrouilles conjointes sont menées avec les FARDC et la Police nationale congolaise (PNC) dans le but de protéger les populations.

Ainsi à **Keronge**, entre 100 et 120 familles ayant fui les attaques menées par des groupes armés ont commencé à rejoindre leur village, le calme étant revenu grâce à ces opérations conjointes.

Par ailleurs, en vue de s'assurer du bon déroulement de ces opérations, le Commandant de la Force, le Lieutenant-Général Derrick Mgwebi a effectué du 14 au 18 août 2017, une visite opérationnelle dans le territoire de Beni et au sud de l'Ituri. Il a eu des entretiens avec les autorités administratives et locales ainsi qu'avec le Commandant de la 3e zone militaire des FARDC.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: [Pompey@unric.org](mailto:Pompey@unric.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org); tél +243 997 06 88 04